

L'insuffisance des effectifs et des moyens dans les établissements accueillant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) et dans les services d'aide à domicile est reconnue par tous. La réforme de la tarification introduite par la Loi vieillissement dite « ASV », qui va se traduire par des suppressions massives de postes, est unanimement rejetée.

En refusant toute rencontre avec le secteur, en justifiant la souffrance des résidents (nos aînés), des professionnels et des familles, et les manques de moyens criants par des « problèmes de management » le Président de la République et la ministre de la Santé ne prennent pas la mesure de la gravité de la situation.

C'est pourquoi toutes les organisations syndicales du département CFTD, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA ont appelé les personnels des établissements des Hautes-Pyrénées accueillant des personnes âgées et des services à domicile à une journée de grève nationale et de mobilisation le mardi 30 janvier 2018.

Cette grève a pour objectif d'améliorer l'accompagnement, les services et les soins envers les personnes âgées, indissociables de l'amélioration des conditions de travail des professionnels, en exigeant du gouvernement qu'il réponde à nos revendications :

- Application **d'un agent ou un salarié par résident**, tel que prévu par le Plan Solidarité Grand Age.
- Abrogation des dispositions législatives relatives à **la réforme de la tarification des EHPAD**, contenue dans la loi du 28 décembre 2015, ainsi que retrait des décrets d'application.
- **Arrêt des baisses de dotation** induites par la convergence tarifaire. **Maintien de tous les effectifs des EHPAD, y compris des contrats aidés** qui doivent être intégrés et sécurisés.
- **Amélioration des rémunérations, des perspectives professionnelles et de carrière**, dans le cadre du Statut et des Conventions Collectives nationales.

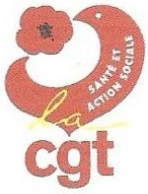
Les organisations signataires ont invité **les personnels des EHPAD des Hautes-Pyrénées** qui seront de service aujourd'hui à manifester leur soutien en **portant un brassard ou un t-shirt noir**.

L'intersyndicale départementale a été reçue hier par les députés du département. Nous les avons interrogés sur leur action à venir sur le sujet. Dans un premier temps un courrier cosigné demandant des moyens immédiats va être envoyé à la ministre de la santé.

Nous avons porté la nécessité d'un travail de fond qu'ils reconnaissent, mais l'urgence est à remettre les effectifs nécessaires pour prendre en charge dignement nos aînés.

La ministre de la santé a promis par ailleurs 150 millions € pour les EHPAD, somme que l'on peut aussi comparer aux 4 milliards de cadeaux aux plus riches par la suppression de l'ISF

. Ces 150 millions € représenterait pour les Hautes-Pyrénées, dans le cadre d'une répartition équitable entre chaque département, une quarantaine d'emplois. Si l'on veut respecter les préconisations du plan de Solidarité Grand Age, il faudrait créer 937 emplois sur le département !



LE COMPTE N'Y EST PAS !

La mobilisation d'aujourd'hui doit être un signal fort donné à nos dirigeants. Nous devons cette lutte à ceux qui pourraient être nos parents ou nos grands-parents, ainsi qu'à tous les professionnels qui donnent sans compter leur temps, leur énergie et souvent leur santé au service de nos anciens.

NOUS NE LACHERONS RIEN. NON A LA MARCHANDISATION DE LA SANTE !